

L'énergie nucléaire¹

Les Églises en Alsace interpellées et interpellant

Si nos Églises interviennent dans le débat nucléaire, il faut reconnaître qu'elles ne viennent pas en premier ; leurs réflexions se situent dans une discussion déjà bien en cours, qui sensibilise de plus en plus d'êtres humains, dans un sens favorable à l'énergie nucléaire ou contre elle. Voulant apporter notre contribution au débat en cours, nous partirons sur la base de la confession de foi trinitaire, d'une critique de la société actuelle dans laquelle apparaît la question nucléaire², nous exposerons ensuite cette dernière en donnant l'état actuel, puis nous proposerons des éléments pour une approche constructive de tout le problème de l'énergie et du problème de société qui y est impliqué. Nous nommerons finalement quelques pas concrets, en direction d'une société juste, participatoire et écologiquement responsable.

I. Critique de la société énergétique actuelle

La question nucléaire n'est pas la question fondamentale. Elle s'inscrit dans un ensemble plus vaste, celui de l'énergie en général. La question de l'énergie tient sans conteste la place centrale dans la société contemporaine marquée par ce qu'il est convenu d'appeler la crise de l'énergie ; aussi peut-on caractériser cette société de société énergétique.

La question de l'énergie concerne la réalité économique. La société contemporaine est dominée par l'économie. La question de l'énergie – aussi de l'énergie nucléaire – relève d'une certaine conception de la réalité économique ; elle est donc seconde par rapport à cette dernière. Aussi faut-il caractériser la réalité économique avant de traiter directement de l'énergie nucléaire elle-même.

L'économie s'inscrit de son côté dans une certaine conception globale du monde, celle de l'époque moderne, et cette conception est liée à la science. On ne peut séparer économie, conception du monde et science dans le monde contemporain. C'est pourquoi, avant d'aborder la question nucléaire pour elle-même, il faut montrer comment celle-ci est fondée dans une certaine conception de la science, du monde et de l'économie.

Nous avons indiqué, dans l'introduction à cette publication, les raisons et le sens de notre protestation³, c'est-à-dire ce au nom de quoi et ce pour quoi nous élevons la voix. La confession de foi trinitaire que nous avons rappelée, a une portée critique pour la conception de la science, du monde et de l'économie qui est à la base de la société actuelle. C'est cette portée critique que nous exposons ici. Elle vaut au plan général, mondial, au plan national et au plan régional.

Voici les indications critiques de la confession de foi trinitaire.

Au plan général, mondial

1. *Nous protestons contre la conception dominante de la science* (les sciences de la nature), pour laquelle la science n'est pas une connaissance désintéressée, contemplative du réel, mettant l'être humain en rapport avec le réel dans son intégrité. Elle est la réduction du réel d'une part à ce qui en est saisissable selon les méthodes exactes, c'est-à-dire selon certaines techniques, d'autre part à ce qui en est exploitable, en vue de certaines techniques. Les méthodes exactes conduisent, quand elles sont absolutisées, à des sciences opérantes, quantifiables, qu'on peut appeler dures, parce que réduisant le réel à une partie de lui-même et passant donc sur d'autres parties.

Nous protestons contre *l'absence d'autonomie*, donc contre l'hégémonie de la science, c'est-à-dire contre le fait d'abord que les recherches et les découvertes scientifiques sont, pratiquement, prises en charge par les structures ou puissances économiques qui, à la fois, donnent l'impulsion à la science et l'exploitent, la soumettant à la loi de l'économisme (voir à ce sujet, ci-dessous) et coupant la science de la loi qui est la sienne propre.

¹ Texte paru dans *Nature menacée et responsabilité chrétienne*, Strasbourg, éd. Oberlin, 1979, p. 13-46.

² Nous conseillons à ceux et celles à qui la première partie paraîtrait un peu difficile, d'aborder directement les parties suivantes.

³ Voir ce texte dans *Écrits II : Le défi monothéiste chrétien. Dieu – le mal – la mystique*, éd. du Cerf.

Nous témoignons pour *l'autonomie de la science*, c'est-à-dire pour la liberté de la recherche scientifique en vue de la connaissance du réel, de tout le réel.

Nous affirmons la *responsabilité de la science*, le fait qu'elle a à répondre d'elle-même, de ses recherches et de ses découvertes, devant le tribunal de tout le réel, faute de quoi elle ne peut qu'absolutiser tel aspect du réel contre d'autres, ou les uns contre les autres, et briser l'unité du réel, devenant elle-même l'instrument de la division du réel.

Nous reconnaissons la *culpabilité de la science* qui s'est organisée en sciences plurielles, chacune s'occupant d'un aspect de plus en plus infime du réel, sans organiser également la communion des sciences et donc sans référer les connaissances scientifiques à l'unité du réel et, partant, aussi de cette terre et de l'être humain. La science émiettée est coupable parce qu'anti-écologique, l'écologie étant la science des liens entre les ensembles vivants et leur milieu, étant donc une science de synthèse, d'intégration. La culpabilité de la science tient ainsi à l'absolutisation des sciences, c'est-à-dire à leur atomisation, et à l'absence de pensée, c'est-à-dire d'un effort pour intégrer les sciences en les référant à leur norme qui ne peut être que le réel, mais tout le réel.

La disparité des sciences et l'absence d'unité de la science – cette unité ne pouvant être donnée qu'au plan de la pensée récapitulatrice, qui ordonne toutes les connaissances partielles par rapport à l'unité du réel – expliquent que la science soit devenue la proie facile d'autre chose qu'elle-même, à savoir l'économie. Une maison divisée contre elle-même est toujours avant longtemps la victime d'un intrus – la parole de Jésus, dans Matthieu 12, 25, peut aussi s'appliquer dans ce contexte.

Nous récusons par conséquent comme *fausse l'affirmation de la neutralité de la science*. Le pluralisme scientifique, dans le sens d'une vacuité de la connaissance unitaire, c'est-à-dire de la pensée, manifeste ses conséquences dans les impasses actuelles d'une humanité, d'un être humain et d'une terre réduits de plus en plus à leurs éléments constitutifs et privés d'unité et donc d'intégrité.

Nous espérons la *rédemption de la science*, c'est-à-dire sa théonomie. Elle tient pour les sciences au fait d'être ordonnées à l'unité du réel, pris dans sa totalité, c'est-à-dire aussi bien dans sa dimension de visibilité que dans sa dimension d'invisibilité, et par suite au Créateur. L'ouverture, en effet, à *tout* le réel, à son unité, implique aussi l'ouverture au Créateur, tout comme la fermeture à tout le réel et à son unité implique la fermeture au Créateur. La rédemption de la science ne peut se faire que par la pensée globalisante qui libère les sciences dans leur absolutisation pour l'étonnement devant le mystère de la création et le mystère du Dieu Créateur qui s'y révèle et s'y cache.

2. *Nous protestons contre le dualisme de la conception moderne du monde*, c'est-à-dire la division, caractéristique de l'époque moderne, du réel en ce qui relève de la nature et ce qui relève de l'esprit. La nature est considérée comme une réalité « expérimentalement connaissable et objectivable, techniquement manipulable et utilisable ». L'esprit est pris pour le propre de l'être humain. Celui-ci est le « maître et le possesseur de la nature » ; il n'est pas seulement distingué de la nature, mais opposé à elle. On justifie cette compréhension des choses par l'ordre donné par le Créateur à l'être humain, selon Genèse 1, 28, d'assujettir la terre et de dominer sur elle.

Nous récusons comme *fausse l'interprétation donnée de Genèse 1, 28*. L'être humain, selon le premier chapitre de la Genèse, est certes le couronnement, l'aboutissement de la création, mais il présuppose toute la création précédente et dépend d'elle : il n'est rien sans elle ; non seulement il ne peut subsister sans elle, mais encore il est créature au milieu de la création. La particularité de l'être humain est de récapituler la création et plus particulièrement la nature, la terre, c'est-à-dire d'en être à certains égards la tête ; mais elle est son corps la qualité de tête de l'être humain n'est pas coupée de son être de corps, et son corps se prolonge pour ainsi dire dans la nature qu'on a appelée à juste titre et de manière tout-à-fait conforme au sens de Genèse I, « le corps extérieur » de l'être humain. Genèse 2, 15 exprime bien à la fois cette dépendance de l'être humain par rapport à la nature et sa vocation de « tête » en elle, en disant que « Le Seigneur Dieu prit l'être humain et l'établit dans le jardin d'Éden pour cultiver le sol et le garder ». La « domination » de l'être humain sur la nature suppose la culture de la nature et donc le respect de ses lois ou de ses équilibres fondamentaux. Elle ne saurait être légitime que responsable, c'est-à-dire dans la responsabilité vis-à-vis de la nature, de ses lois, de ses équilibres. Car quand l'être humain, irresponsable, pèche contre la nature, il pèche contre lui-même ; quand il déséquilibre son

« corps extérieur » (la nature), il atteint également son propre corps, comme ce qu'on appelle d'une expression significative « les maladies de civilisation » le montrent bien qui résultent de la méconnaissance par la civilisation de type occidental des données naturelles. Par ailleurs, la place éminente que Genèse 1 reconnaît à l'être humain le situe vis-à-vis du Créateur : responsable vis-à-vis de la nature, de la terre, l'être humain l'est également et à vrai dire fondamentalement vis-à-vis du Dieu de la terre et qui est aussi le Dieu du ciel : il est responsable de sa gestion ou culture de la terre devant Dieu, c'est-à-dire que sa relation à Dieu est engagée dans sa relation à la terre. Là où l'être humain vit une relation à la terre qui est coupée de sa relation à Dieu, ce qui veut dire également : là où il vit une relation à Dieu qui est coupée de sa relation à la terre, il s'aliène aussi bien par rapport à la terre que par rapport à Dieu comme Créateur. L'attitude responsable vis-à-vis de la nature suppose l'attitude responsable vis-à-vis de Dieu, et l'attitude responsable vis-à-vis de Dieu suppose l'attitude responsable vis-à-vis de la nature.

Nous rejetons le dualisme être humain-nature comme étant non une vertu mais une détresse. La nature n'est pas simplement nature et l'être humain n'est pas simplement esprit. La crise écologique que nous connaissons et qui va de pair avec une crise de l'être humain consiste dans l'opposition croissante de la nature à se laisser réduire à n'être qu'un instrument, à ne remplir qu'une fonction tandis que la crise de l'être humain tient à la disharmonie entre l'esprit en lui et la nature. La nature, en fait, participe à l'esprit, est animée du même souffle qui anime de manière éminente l'être humain, et l'être humain ne se réduit pas à sa qualité d'esprit, mais participe à la nature. C'est là à la fois une évidence au regard de la raison et une affirmation des textes bibliques de la création.

Nous reconnaissons dans *le dualisme indiqué une expression de l'aliénation* que la théologie chrétienne appelle « chute ». La Bible dit que la relation rompue à Dieu conduit à la rupture de la vraie relation de l'être humain vis-à-vis de lui-même, vis-à-vis des autres êtres humains, vis-à-vis de la nature et des choses (Genèse 3). Nous constatons aussi aujourd'hui, et de manière particulièrement nette à l'époque contemporaine, ces différentes formes d'aliénation, et nous sommes justifiés à penser qu'elles procèdent de l'aliénation fondamentale qui tient à la perte de théonomie de l'être humain. Le monde moderne est un monde sans Dieu. S'il n'en « tourne » pas moins, les impasses que font apparaître les différentes expressions de la crise qu'on a appelé avec raison une crise de civilisation, tant elle touche aux fondements mêmes de notre monde moderne, invitent l'être humain et toute la société humaine occidentale à un changement de mentalité dont le caractère total et donc théologique ne saurait échapper plus longtemps.

Nous avouons la *co-responsabilité de l'Église et de la théologie chrétiennes dans la crise actuelle*, par suite de l'abandon, par elles, de la nature aux sciences et de la réduction de l'affirmation théologique à l'être humain comme esprit, et ce contrairement à la confession du Dieu Créateur.

Nous récusons toute idée d'une volonté de domination de l'Église et de la théologie sur les sciences de la nature. Nous reconnaissons la légitimité du rejet, à l'époque moderne et par les sciences de la nature, d'une certaine idée ou représentation de Dieu qui niait l'autonomie de la science et selon laquelle la foi devait régir la raison scientifique. Nous affirmons cependant que la crise actuelle due au dualisme de la conception moderne du monde (ce dualisme implique celui de la science et de la foi), renvoie l'une à l'autre la science et la foi, la science pour être attentive à l'unité du réel et pour s'ouvrir ainsi au Créateur, la foi pour rendre compte de Dieu et de l'unité de la création dans, avec et sous le réel donné.

Nous espérons la *rédemption du monde* aliéné et divisé en lui-même, et donc de la création souffrante (Romains 8, 19 suiv.). Elle sera effective quand le dualisme sera surmonté, quand l'être humain sera réconcilié avec lui-même, avec la nature, avec les autres, avec tout le réel, en étant réconcilié avec Dieu. Nous attestons que l'œuvre rédemptrice du Christ qui fonde l'espérance, manifeste déjà maintenant, par le Saint-Esprit, les prémices de la création nouvelle, réconciliée, et que nous sommes appelés par la foi à signifier la victoire de Dieu en Christ sur toutes les oppositions en nous laissant réconcilier et en vivant la réconciliation.

3. *Nous protestons contre l'économisme*, c'est-à-dire contre l'absolutisation du facteur économique, qui est l'idéologie dominante du monde occidental et occidentalisé et pour lequel l'économie de production et de consommation constitue la valeur fondamentale et le but de la société humaine.

L'économisme est la conséquence du dualisme de la conception moderne du monde : l'opposition entre l'être humain et la nature est la brèche par laquelle, la qualité spirituelle de l'être humain étant coupée de la nature et celle-ci étant niée dans sa dimension spirituelle, l'espace laissé libre par la distance mise entre l'être humain et la nature est envahi par ce qu'il faut bien, avec un terme biblique d'ailleurs et au sens de ce mot, appeler « puissances ». L'être humain étant dés-uni, dés-engagé par rapport à la terre, les lois ou équilibres de celle-ci lui devenant étrangers, il devient victime d'autres lois, celles qu'il crée lui-même et qui à vrai dire, de créatures de l'être humain, se font rapidement ses maîtres et possesseurs : les lois économiques – véritables puissances – conçues pour être au service de l'être humain et tendant de plus en plus à soumettre l'être humain à leur service – argent, profit, concurrence, technocratie (« cratie » = puissance), bureaucratie, économocratie (penser aux « impératifs économiques » !), le gigantisme des entreprises multinationales, des centrales nucléaires...

Nous ne méconnaissons pas la nécessité du travail et de la production, et donc de l'économie qui inventorie les besoins de l'être humain et cherche à les satisfaire. L'être humain a besoin de pain, et donc de travailler et de produire, pour vivre.

Mais nous stigmatisons *le matérialisme de l'économisme*, c'est-à-dire l'absolutisation des valeurs économiques et la réduction de l'être humain à ses aspects économiques, les aspects humains qui se situent par-delà l'économie devenant eux-mêmes l'objet de l'emprise économique, c'est-à-dire de production et de consommation, et étant ainsi ramenés à l'économique. On a critiqué avec raison l'unidimensionalisme de la société contemporaine. Si l'être humain meurt quand il est privé de pain, il peut mourir également de n'avoir que du pain. Quand le pain n'est que du pain, il peut nourrir le corps et laisser affamé l'être profond. Si le pain est simplement le produit de la terre et du travail et du calcul humains, tous deux, terre et travail, étant pris dans le sens du matérialisme, il est diminué de sa dimension spirituelle et devient alors pour l'être humain, selon la parole de l'Évangile, une pierre (le poisson devenant un serpent ; Matthieu 7, 9 suiv.), c'est-à-dire un aliment portant en lui le germe de la mort. Qui peut se fermer à l'évidence que la réduction matérialiste de la nature, de la terre, et également du travail de l'être humain, depuis la culture de la terre jusqu'à la production industrielle et le travail scientifique et technologique, conduit de plus en plus à « pétrifier » le corps et l'esprit de l'être humain, c'est-à-dire à le miner dans sa santé physique et spirituelle, à le déshumaniser, sans parler de la destruction de l'environnement qu'implique le matérialisme. L'économisme matérialiste, le matérialisme économiste : conçus pour nourrir l'être humain en quantité, dans son corps, ils l'appauvrissent en qualité, dans son esprit. Mais « l'être humain ne vit pas de pain seulement ».

Nous stigmatisons *l'égoïsme de l'économisme*, qui est une recherche à outrance de la rentabilité : c'est l'égoïsme des puissances économiques occidentales à la fois par rapport aux pays du tiers monde, par rapport à la nature, depuis la terre à travers la végétation jusqu'aux animaux – tous réduits à leur aspect économique –, et l'égoïsme des différentes entreprises économiques se manifestant dans la volonté de puissance et la concurrence acharnée et dans l'asservissement des êtres humains aux normes que l'on se fixe au nom du rentabilisme. Cet égoïsme qui consiste dans l'exploitation de la nature et des êtres humains conduit à une société de gaspillage d'un côté, de pénurie et de disette de l'autre côté. Par-delà la terre actuelle et les vivants, c'est un égoïsme vis-à-vis de la terre de demain et vis-à-vis de la vie à naître.

Nous stigmatisons *l'a-moralisme de l'économisme*, dont le principe est de produire – et de faire consommer – en-dehors de toute considération morale ou éthique. La norme, pour l'économisme, c'est non seulement le possible et le rentable, mais l'immédiatement possible et rentable, abstraction faite du long terme, et également le possible et le rentable pour telle entreprise économique donnée, abstraction faite des autres ; par là l'a-moralisme rejoint l'égoïsme. La place d'une éthique économique, qui fait défaut, est tenue par les puissances économiques qui ne se posent pas la question éthique du bien commun, mais la question de leur intérêt propre, cela – il est vrai – dans certaines limites qui cependant ne sont pas définies par l'éthique mais par des rapports de forces (au point que faire des économies d'énergie ou de matières premières est comptabilisé comme perte). Nous stigmatisons l'absence de toute réflexion quant aux vrais besoins de l'être humain, et la confusion constante entre les vrais et les faux besoins. L'utile est mêlé à l'inutile, le nécessaire à l'encombrant, le bienfaisant au nocif.

Nous stigmatisons le *caractère trompeur voire mensonger de l'économisme* qui ne se manifeste pas seulement dans le fait qu'il esquive la question de la distinction entre vrais et faux besoins, mais dans le fait qu'il présente comme vrais besoins et vrais progrès économiques ce qui ne résiste à aucune réflexion, ni éthique ni réaliste. L'idéologie de l'économisme est une mythologie qui doit être démantelée. Ainsi pour ce qui est de l'affirmation du doublement des besoins en énergie tous les dix ans. Voulons-nous donc continuer dans la ligne de l'économie de croissance et de ses vertus ou plutôt de ses vices ? Ainsi également pour ce qui est de l'artificialisme technologique de l'économie. Par là ne sont pas mises en cause l'industrie et la technologie en tant que telles. Il est en effet vain d'opposer le caractère artificiel de la production industrielle et des réalisations technologiques au caractère « naturel » de la vie élémentaire ; tout ce que l'être humain fait met en œuvre un art, une technique, et est artificiel à ce titre. La question n'est pas celle du principe de ce qu'on appelle l'artéfact (les « esclaves mécaniques »), de ce qui procède de l'art, de l'industrie de l'être humain, mais celle de la limite de son utilité véritable et donc de sa légitimité. Il y a un point où la technologie bascule de l'utile dans l'inutile voire dans le funeste, où elle asservit plus qu'elle ne sert, où elle nuit plus qu'elle n'aide. Cela apparaît de plus en plus être le cas dans les grandes entreprises largement automatisées (parmi lesquelles aussi les centrales nucléaires) : la technologie rend l'être humain qui est à son service esclave d'elle ; libérant de la main d'œuvre, elle est créatrice de chômage et donc de misère ; entreprises d'un seul produit (« monocultures » aussi bien au plan de l'entreprise agricole qu'à celui de l'entreprise industrielle), elle sont d'une extrême fragilité, sujettes à tous les aléas de l'environnement aussi bien naturel qu'économique et technologique ; centralisées, elles enferment l'être humain et préparent ainsi, par les frustrations qu'elles imposent et qui l'emportent progressivement sur les avantages immédiats qu'elles procurent, les grandes crises sociales dues à l'oubli du facteur « être humain » dans la totalité de ses dimensions.

Nous affirmons une *double nécessité* :

– celle d'une *éthique économique*, c'est-à-dire d'une réflexion quant à la norme de l'économie. Cette norme, ce ne saurait être ni le possible ni le rentable, mais ce qui est *légitime*, compte-tenu de la limite de la terre, de ses ressources et de la limite de l'être humain. En raison des limites de la terre, il est illégitime de l'exploiter et de devancer sa fin naturelle par une fin dont l'être humain est l'acteur : les générations à naître ont le même droit à une vie digne d'être vécue que nous. Il est nécessaire que l'économie gère de manière économe cette terre et la cultive et la garde (Genèse 2, 15, déjà cité). Pour ce qui est des limites de l'être humain, elles sont définies par ce qui est bien pour celui-ci. Il est illégitime aussi bien que l'être humain de l'hémisphère nord étouffe dans ses « richesses » et les gaspille et que simultanément le pauvre Lazare du tiers monde est privé de l'indispensable. Il est nécessaire que le travail de l'être humain ait un sens dans l'économie de la terre, compte-tenu de toute la communauté humaine, avec ses forts et ses faibles, et compte-tenu aussi de la destinée véritable de l'être humain qui transcende cette terre.

– celle d'une *économie de culture*, de gestion de la terre, dans le respect de ses équilibres fondamentaux, et dans cette limite, et par là-même, économie de qualité de la vie et aussi de convivialité du fait du sentiment d'appartenance à la même terre et à la même humanité de cette terre. Il s'agit là d'une *économie écologique*, pratiquant un respect mesuré des différents milieux naturels et donc largement décentralisée et autarcique, sans pour autant nier la solidarité humaine mondiale. Si en effet, au plan économique, les systèmes ouverts sont fragiles, parce que de « monoculture » et frappés du coin de l'économisme, les systèmes fermés, autarciques sont bien plus stables parce que diversifiés et conviviaux. Il s'agit ainsi de réconcilier l'économie et l'écologie, en référant les systèmes ouverts, centralisés, aux systèmes fermés, régionaux, décentralisés, et en les soumettant à la norme écologique d'une économie régionale. Ce n'est d'ailleurs que de cette façon que pourra aussi trouver une solution le problème de l'emploi, les systèmes décentralisés étant créateurs d'emplois.

Nous espérons la *rédemption de l'économie*, par la soumission des valeurs économiques aux valeurs que constituent cette terre et l'être humain et par son ouverture à la destinée véritable de cette terre et de l'être humain, à savoir le royaume de Dieu.

Au plan national

Outre les protestations précédentes qui valent également ici, *nous protestons contre le centralisme de l'État* qui fixe la politique économique au nom de l'idéologie mondiale de l'économisme et qui parle de nécessités économiques, en particulier à propos de la politique nucléaire, en l'absence de tout débat démocratique véritable. Ces nécessités économiques sont avant tout celles d'E.D.F. et de son monopole d'autant plus puissant qu'il est anonyme parce que fortement centralité.

Nous protestons contre *l'anonymat de la politique nucléaire*, qui couvre l'a-moralisme de l'économisme dominant et donc l'absence de responsabilité aussi bien écologique qu'humaine.

Nous stigmatisons le *totalitarisme déjà existant*, sous le couvert trompeur du libéralisme, de l'économocratie qu'est l'économisme, qui est nettement engagé dès à présent sur la pente de l'État policier et dont la pente naturelle est en train de s'accomplir avec l'État atomique.

Nous demandons la poursuite de la *politique de décentralisation et donc de régionalisation*, aussi au plan économique, et affirmons la nécessité de faire descendre la responsabilité de l'économie dans les régions et les unités intrarégionales, l'État ayant à planifier l'ensemble de l'économie nationale à partir des données et des responsabilités régionales, celles-ci étant ouvertes aux données et aux responsabilités de tout le pays et, au-delà, du monde plus vaste.

Nous espérons la *rédemption de l'État*, pour la reconnaissance, par lui, du bien commun qui ne saurait être que celui, en premier lieu, des régions, c'est-à-dire des milieux naturels, écologiques, et humains, culturels, et partant de là, de toute la terre et de toute l'humanité.

Au plan régional

Nous protestons en particulier contre l'aliénation de la région au profit d'intérêts et de décisions généraux qui, s'ils étaient examinés à partir des données régionales et dans une distance critique par rapport à l'idéologie de l'économisme, s'avèreraient plus ou moins fallacieux.

Nous stigmatisons le *gigantisme* qui détermine les réalités économiques et qui passe à côté des données régionales, écologiques et humaines, contribuant à l'aliénation, à tous points de vue, de la région.

Nous espérons la *rédemption de la région*, par le développement d'une société juste, participatoire et écologiquement responsable. Car le lieu par excellence d'une telle société ne saurait être autre que la région à qui il incombe et à qui il est possible de réaliser une convivialité responsable, écologique et humaine, et qui soit ouverte au reste du pays et du monde.

II. L'Énergie nucléaire. État de la question

La question nucléaire a une signification symbolique dans la société actuelle. Cette dernière est centrée sur la question de l'énergie – aussi la caractérisons-nous comme société énergétique – et la question de l'énergie se concentre en dernier ressort dans la question nucléaire. Aussi celle-ci est-elle comme le symbole qui exprime la nature profonde de la société énergétique actuelle.

Ce n'est pas que la question nucléaire, dont nous présentons ci-dessous les principaux aspects, serait seule en cause. Ainsi, pour parler de l'utilisation militaire, il n'y a pas seulement les armes atomiques, il y a aussi les armes biologiques, qui sont d'une très grande nocivité également, ou, au plan de l'emploi civil il n'y a pas seulement les risques de radioactivité liés aux centrales nucléaires, il y a aussi ceux qui sont constitués par l'industrie chimique. Ce n'est donc pas seulement l'énergie nucléaire qui peut être dangereuse. Si elle est symbolique, c'est quelle concentre le caractère dangereux de la société énergétique actuelle à la puissance x.

Mais il n'y a pas seulement les risques mentionnés – les risques au plan de la survie – que l'énergie nucléaire fait courir qui sont significatifs. La société énergétique a d'autres caractéristiques qui trouvent leur expression symbolique dans l'énergie nucléaire :

– La société énergétique est celle d'une *économie de puissance*. Cela vaut centralement pour l'énergie nucléaire. Qui a l'atome, a la puissance. La puissance de la société énergétique-nucléaire se concentre dans des espaces de plus en plus réduits. Le reste de la société dépend de ces concentrations et vit en fonction d'elles. Cela signifie aussi que la puissance est concentrée dans les mains de quelques-uns. C'est une puissance économique et, partant, politique. Ainsi la technologie nucléaire – aussi à usage

civil – est une arme de domination, même et également là où elle est exportée : elle peut être à la fois une forme de colonisation pour les puissances exportatrices et une forme de domination pour les puissances importatrices.

– Le recours à l'énergie nucléaire est justifié, dit-on, par les besoins d'une *économie de croissance*. Celle-ci est une économie de production : il s'agit de produire non suivant les besoins réels des êtres humains, mais suivant des besoins artificiellement créés par la production, afin de faire tourner cette dernière. La production devient sa propre fin. C'est ce qu'on désigne du terme de productivisme. L'économie de croissance est une économie productiviste. On crée constamment de nouveaux besoins, pour entretenir la production. Et pour la maintenir et la développer, il faut de l'énergie.

– La société énergétique, productiviste, est une *société d'exploitation*. L'économie de croissance repose sur l'exploitation tout à la fois de la nature, du tiers monde et des êtres humains. L'exploitation, dans le cas de l'énergie nucléaire, peut aller jusqu'à l'annihilation.

– L'économie de puissance, de croissance et d'exploitation est une *économie fragile*. L'exploitation a des limites : la nature peut résister à l'être humain, comme la problématique écologique le montre à l'évidence ; les pays du tiers monde et tous les êtres humains exploités peuvent se révolter. La croissance aussi n'est pas infinie, du fait du nombre croissant de bouches à nourrir et des limites de cette terre et de ses ressources. Quant à la puissance, une société dont l'énergie proviendra, après le pétrole, de plus en plus des centrales nucléaires, vit en dépendance de celles-ci ; elle est liée, comme jusqu'ici au pétrole, désormais de plus en plus à l'énergie nucléaire. Une crise nucléaire – par exemple un accident dans une centrale – mettra toute la société qui s'est soumise à la loi nucléaire, en crise, tout comme la crise du pétrole touche toute la société qui s'est constituée autour de cette forme d'énergie. La puissance de la société nucléaire apparaît ainsi en fait comme une dépendance, une fragilité, une faiblesse.

Ces caractéristiques montrent qu'il y va, dans le recours à l'énergie nucléaire, d'un véritable choix de société, d'un choix qui engage l'avenir de l'humanité.

Mais il s'agit de détailler davantage les choses. Aussi présentons-nous les données essentielles de la problématique nucléaire, un état de la question pour ainsi dire, que nous avons soumis à des spécialistes et qu'ils ont tenu pour équitable et cohérent.

Le problème nucléaire n'est pas limité à notre région ; il n'est pas non plus seulement un problème national. Il est mondial. Nous rappelons quelques faits majeurs qui montrent à la fois les aspects mondiaux, nationaux et régionaux du problème.

Plan général, mondial

– Après la découverte dès 1896 de la radioactivité naturelle, transformation spontanée d'un noyau d'atome d'uranium au cours de laquelle ce dernier émet un rayonnement, le progrès scientifique conduit dans les années 30 à la découverte et à la réalisation de la radioactivité artificielle et à la fission des noyaux d'atomes, celle-ci dégageant une grande quantité d'énergie.

– Les U.S.A. utilisent à des fins militaires l'énergie nucléaire et font exploser une bombe atomique sur Hiroshima, le 6 août 1945, provoquant 200 000 morts et laissant 160 000 survivants plus ou moins contaminés.

– La possession de la bombe atomique par les U.S.A., l'U.R.S.S., puis l'Angleterre et la France, ensuite la Chine et en dernier lieu l'Inde, conduit à l'équilibre de la terreur et à l'absence de guerre directe entre les grandes puissances.

– Parallèlement à la politique d'armement atomique, les grandes puissances travaillent à l'utilisation civile de l'énergie nucléaire. Cela mène à un certain nombre de réalisations, dans la miniaturisation d'appareils d'utilité courante ou médicale (montres, pacemakers, traceurs radioactifs, gammagraphie), comme aussi aux centrales nucléaires. À vrai dire, l'industrie nucléaire est un tout. La branche « utilisation civile de l'énergie nucléaire » est liée à la branche « armement ». Le cycle du combustible est dans l'un et l'autre cas le même, comportant les mêmes risques globaux, même si dans le cas de l'utilisation civile les risques sont diminués : extraction du minerai d'uranium, traitement, utilisation dans les réacteurs, retraitement des déchets, réutilisation dans des surrégénérateurs, effluents, stockage

des déchets. La radioactivité accumulée dans le cœur des centrales peut atteindre et même dépasser mille fois celle de la bombe de Hiroshima.

– La contestation antinucléaire porte sur l’armement atomique comme sur l’utilisation civile de l’énergie nucléaire (et en partie sur l’emploi systématique des rayonnements ionisants), à cause des risques génétiques et écologiques mais aussi – comme cela sera dit plus loin – économiques et politiques. Elle vise le gigantisme de l’industrie nucléaire, à tous les plans : investissements, coûts, risques – pour des générations... Nous nous limitons pourtant ici aux seules centrales nucléaires et envisageons l’armement atomique seulement comme conséquence possible des centrales nucléaires. Deux cas se présentent à ce propos : celui où la construction d’une centrale nucléaire permet la construction d’une bombe atomique (cas de l’Inde, en 1974), et le cas du terrorisme (détournement d’uranium enrichi et surtout de plutonium, pour des fins de subversion politique), hypothèse qui n’a rien d’irréaliste, loin de là.

– Les centrales nucléaires sont de différents types. Les risques encourus vont croissant quand on passe des centrales à uranium aux surrégénérateurs. Dans les centrales actuelles à uranium enrichi, l’accident maximal pouvant se produire n’est pas l’explosion nucléaire, qui est structurellement impossible, mais une fonte du cœur accompagnée d’un choc thermique pouvant fissurer l’enceinte de béton. Dans l’éventualité d’un tel accident maximal, le rejet de radioactivité équivaldrait, par jour et ce pendant plusieurs jours, à la radioactivité de la bombe de Hiroshima : on estime que toute vie humaine sera anéantie dans un rayon d’environ 15 km, sans parler des effets lointains, aussi bien dans l’espace que dans le temps. En cas de sabotage par explosifs, ce sont en priorité les éléments de conduite et de contrôle électronique qui seront détériorés ; cela n’aura que peu d’incidence sur le cœur proprement dit, mais ce n’est pas pour autant sans gravité. L’environnement touché, dans ce cas, par la pollution radioactive correspond essentiellement au site d’implantation. Outre les risques d’accident, il y a les dangers constitués par les déchets radioactifs : pour certains, la radioactivité décroît de moitié au bout de quelques dizaines, pour d’autres au bout de quelques centaines d’années, pour le plutonium au bout de 24 000 ans. Ce qui veut dire que le plutonium reste radioactif pendant environ 100 000 ans).

– La crise de l’énergie (diminution et épuisement à long terme des ressources dans les énergies fossiles classiques, en particulier hydrocarbures (pétrole et gaz), ensuite charbon), semble rendre nécessaire le recours à l’énergie nucléaire due à la fission, au moins pendant une période transitoire, avant la découverte ou la mise en œuvre opérationnelle d’autres formes d’énergie (fusion nucléaire, énergies naturelles renouvelables : solaire – ici se pose le problème de son stockage – et les énergies dérivées, photosynthèse, matières combustibles ; hydrogène, méthanol ; hydraulique, géothermique, marémotrice).

– Par ailleurs, la technologie nucléaire est présentée comme de nature à favoriser, dans les pays en voie de développement, l’accession à l’industrialisation et à un niveau de vie supérieur, même s’il faut reconnaître que l’exportation de la technologie nucléaire implique une nouvelle colonisation économique et une dépendance des pays « assistés » à l’égard des pays industrialisés.

– Les tenants d’une « économie de croissance », attentifs à maintenir et à affermir le système économique actuel et à l’étendre progressivement aux pays du tiers monde, se font les défenseurs de l’énergie nucléaire, *contre* ceux qui sont attentifs aux risques, pour l’environnement et pour l’humanité, de cette énergie, comme aussi au caractère unilatéral et à vrai dire aliénant pour l’être humain et pour la nature, de l’« économisme » : par là on entend la suprématie accordée au facteur économique sur tous les autres facteurs de la vie. L’économisme qui implique le productivisme est caractéristique de la société occidentale qui absolutise les valeurs économiques sans les situer critiquement par rapport à une hiérarchie des valeurs dans laquelle l’être humain est pris en considération dans son être total et référé à la nature comme à son milieu de vie inaliénable.

– Nous sommes aujourd’hui confrontés, jusque dans les Églises, avec des prises de position 1) en faveur de l’énergie nucléaire, 2) pour un usage modéré de l’énergie nucléaire, en attendant qu’elle soit réellement domestiquée par la technique, 3) contre l’énergie nucléaire. Il faut reconnaître que les tenants du « tout nucléaire » se font plus rares devant les risques liés à l’introduction à grande échelle de la technologie nucléaire. On semble tendre vers un certain usage, plus modéré que prévu il y a encore peu d’années, de l’énergie nucléaire, et on pose les premiers jalons en vue d’une domestication et d’une

utilisation des énergies naturelles renouvelables. La contestation antinucléaire et la critique de l'économisme portent, semble-t-il, leurs premiers fruits.

– Les problèmes n'en restent pas moins réels, dans le cas d'une réduction du programme nucléaire comme dans celui de son maintien.

Dans le cas du maintien du programme nucléaire, qui implique le maintien de l'idéologie de l'économisme, quatre séries de questions se posent et restent sans réponses : 1) la question du sens de la vie et du travail *dans* l'économie de production et de consommation et *par-delà* l'aspect économique de l'existence humaine ; 2) la question de la sécurité des centrales nucléaires, aussi bien au plan de leur fonctionnement qu'à celui de leur protection contre tout acte de sabotage, que ce soit de l'intérieur ou de l'extérieur. On considère l'évolution vers une certaine forme d'État policier comme la conséquence nécessaire de la multiplication des centrales nucléaires dans une société par ailleurs peu stable politiquement et potentiellement explosive, car traversée de courants contradictoires très forts ; 3) la question liée au stockage et à la protection des déchets radioactifs, pour plusieurs pendant des siècles, pour le plutonium pendant des millénaires ; 4) la question de savoir si l'énergie nucléaire est vraiment rentable, au vu de tous les coûts, y compris ceux à long terme.

Dans le cas d'une réduction du programme nucléaire, d'autres questions se posent, en particulier celles suscitées par le passage d'un système dominé par l'économisme vers une société de justice, de participation et de responsabilité écologique. Ce passage nécessite un changement au plan économique tout autant qu'un changement de mentalité. L'hémisphère nord, caractérisé par l'économisme aussi bien à l'est qu'à l'ouest, pourra-t-il changer, et le voudra-t-il ? À quel prix ? Il suffit de réfléchir aux contraintes liées aux structures économiques actuelles et au poids des mentalités pour mesurer la profondeur du changement qui est demandé.

Plan national

– Le plan national dépend de la situation mondiale telle qu'elle a été décrite.

– Viennent s'y ajouter un certain nombre d'aspects particuliers qui peuvent avoir leur pareil dans d'autres pays mais ne l'ont pas nécessairement : 1) la décision autoritaire de la politique nucléaire par le gouvernement français (en 1974), sans un large débat démocratique. Pour une question aussi capitale, engageant l'avenir pour de nombreuses générations (penser aux déchets !), une simple consultation du Parlement ne saurait constituer une procédure démocratique suffisante. Il faudrait une consultation directe de tout le pays, portant sur la sécurité et l'opportunité, après information, contradictoire et équitable sur les aspects essentiels de la question ; 2) le monopole d'E.D.F. en matière de production d'électricité et, comme conséquence, la tendance à ramener les différentes formes d'énergie à l'énergie électrique (le « tout électrique » !). La puissance de la technocratie nucléaire dont l'E.D.F. qui joue un rôle dominant dans l'État, explique pourquoi le programme nucléaire s'est imposé au gouvernement par suite de l'occultation d'autres sources d'énergie que l'énergie électrique ; 3) le caractère souvent précipité et non vraiment responsable des enquêtes d'utilité publique. Sans que certains aspects du problème soient pris en considération, en ayant simplement obtenu l'agrément – souvent au prix de quelles pressions ! – de la seule municipalité concernée par l'implantation de la centrale, à l'exclusion d'une consultation de la population se situant dans le rayon de nocivité réelle ou potentielle de la centrale, souvent les travaux de construction commencent dès avant même la clôture de l'enquête ; 4) une opposition non-violente croissante contre la construction de nouvelles centrales, et une réflexion dans le sens d'une solution autre ; 5) le risque d'une opposition violente, répondant à la violence de la politique nucléaire par la violence. Ce risque comporte celui du terrorisme et par voie de conséquence celui de l'État policier, déjà signalé.

Plan régional

Sur la ligne du Rhin plusieurs centrales sont prévues dans les différents pays limitrophes. Les pays rhénans représentent ainsi une densité de centrales programmées ou envisagées particulièrement élevée, le Rhin fournissant l'eau de refroidissement aux centrales.

– Les risques pour le Rhin, pour la flore et la faune du fait du réchauffement de l'eau, sont réels.

- Là où le refroidissement se fait par air, la vapeur étant propulsée par des tours très hautes dans l’atmosphère, le risque de perturbations pour le climat régional n’est pas exclu.
- En cas d’accident dans la centrale et d’une émission dangereuse de radioactivité, aucune mesure d’évacuation de la population n’est publiquement connue ni a fortiori aucune disposition n’est préparée pour le cas où une telle évacuation deviendrait nécessaire.
- L’implantation en nombre de centrales nucléaires le long du Rhin conduira inévitablement à la poursuite et à l’accélération de la transformation de la région rhénane, en particulier de l’Alsace, dans le sens de la grande industrialisation et de l’urbanisation. Que devient l’être humain dans cette évolution, que devient l’environnement ? Peut-on soutenir que le prix à payer ne soit pas plus fort que le bénéfice qu’on en retirera ?
- La centrale de Fessenheim ne semble pas représenter vraiment une nécessité pour l’Alsace. L’énergie produite est destinée pour le moment à l’exportation : en particulier elle est transportée par des lignes de haute tension par-delà les Vosges à Paris, mitant le paysage (et les risques des lignes de très haute tension pour la santé de l’être humain : champs électromagnétiques) ; par ailleurs, ce transport à longue distance occasionne une perte d’énergie considérable. Les autres centrales envisagées ne sont pas non plus essentielles à l’économie régionale dans son état actuel (de 1978). Le problème demeure posé de leur nécessité au plan national et au plan européen. Ce problème appelle une réflexion de fond sur l’alternative déjà signalée entre une société de croissance économique et une société écologiquement responsable.

III. Réflexion pour une solution autre

Réfléchir à une solution autre, c’est indiquer clairement que le choix nucléaire nous paraît plein de risques, pas seulement au plan de la sécurité pour ce qui est des centrales et des déchets radioactifs en particulier, mais au plan économique et politique et donc du choix de société, comme nous l’avons dit dans les parties précédentes. Ces risques sont tels qu’on peut parler du caractère déraisonnable, voire absurde du choix nucléaire.

Dans cette réflexion, nous partons de la confession de foi trinitaire telle qu’elle est exprimée en introduction à cette publication, pour dire quel est le but poursuivi par toute pro-testation au nom de la catholicité de l’Évangile, et implications aussi bien du but que du chemin ainsi affirmés pour la question nucléaire apparaîtront clairement.

Nous nommerons ensuite quelques présupposés pour une solution autre, par quoi nous entendons les conditions à partir desquelles seules une autre solution peut être envisagée.

But et chemin

Le but de toute pro-testation au nom de l’Évangile est la *rédemption de l’être humain et de la création*. La préoccupation fondamentale est celle-ci : quelle est la conception de l’être humain et du monde, et cela veut dire aussi de la science et de l’économie, qui peut être engrangée dans le royaume de Dieu ; autrement dit : quels sont les trésors de la terre qui ont la promesse de l’éternité (voir Apocalypse 21, 21 et 26) ? C’est à « la lumière de » cette question fondamentale que tout doit être examiné. Elle appelle l’être humain au discernement spirituel.

Puisque la question de l’énergie nucléaire comme celle, plus générale, de l’économie tout court pose ainsi la question de Dieu, elle concerne, avec toute l’humanité, également et particulièrement l’Église. Nous appelons tous les êtres humains et en particulier ceux qui confessent Dieu comme Créateur, Rédempteur et Sanctificateur, à se sentir concernés par cette question avant-dernière certes (question de l’énergie) mais qui engage la question dernière (celle de Dieu). Nos Églises seraient infidèles à leur vocation si elles se détournent de la question de l’énergie : elles se détourneraient du même coup de la question de Dieu elle-même qui est posée dans, avec et à travers la question de l’énergie. Elles n’auraient plus alors aucune raison d’être, étant semblables au sel ayant perdu sa saveur et qui ne vaut plus rien, sinon à être jeté dehors et à être foulé aux pieds des êtres humains (Matthieu 5, 13).

Nos Églises n’ont pas de réponse toute faite à la question posée, et ce n’est pas cela qui est demandé à l’Église du Dieu tri-un. La vocation de celle-ci est de *suivre un chemin* et d’appeler sur ce chemin. Ce

n'est que sur ce chemin que des réponses partielles pourront être trouvées, des réponses qui soient, avec toutes leurs limites et leur faillibilité, transparentes pour *la* réponse, qui soient donc en direction du vrai bien.

Le chemin, c'est celui de l'Esprit, du combat spirituel. Il utilise les armes de l'Esprit, non celles de la « chair » (2 Corinthiens 10, 3 suiv.). Les armes de l'Esprit, ce sont celles qui confessent le Dieu tri-un et qui protestent en son nom pour cette terre et pour l'être humain sur cette terre, et contre ce qui détruit l'une et l'autre, détruisant par là également la vocation d'éternité qui est la leur dans la nouvelle création.

Le chemin, c'est un chemin communautaire, ecclésial, un chemin de *dialogue*. Le combat spirituel, c'est celui de l'Église universelle. Aucun individu ne peut prétendre l'accaparer pour soi, faute de se substituer à l'Église et de se prendre soi-même pour le chemin, par quoi il renierait non seulement l'Église confessée dans le Credo mais encore le Christ qui dit de lui-même : « Je suis le chemin » (Jean 14, 4). La vérité advient sur le chemin du dialogue qui est le chemin de l'Église, le Christ libérant les êtres humains de leurs absolutismes exclusifs et les ouvrant les uns aux autres par la vérité qui les fait frères et sœurs et pour confesser « la vérité dans l'amour » (Éphésiens 4, 15).

Le chemin du dialogue n'est pas limité à l'Église, de même que la question de l'énergie ne concerne pas qu'elle. Le dialogue doit être offert et mené à tous les niveaux et partout, la question de l'énergie étant posée à la conscience humaine générale. Par là deux choses sont affirmées :

– *Premièrement*, il appartient à l'Église de se faire le défenseur du dialogue général, de la démocratie pratiquée. Certes, on peut être sceptique quant aux chances qu'a la démocratie politique réellement pratiquée de mener plus loin, de conduire à une solution autre. On sait assez que le peuple, la masse, la démocratie peuvent errer. Cependant, une question comme celle de l'énergie qui concerne le présent et l'avenir du peuple voire de l'humanité dans son entier, ne peut pas être tranchée pour tous par quelques « experts ». Le risque d'une décision erronée n'est pas plus grand dans le cas d'une démocratie que dans celui d'une technocratie. Lorsqu'on procède de manière démocratique, on peut du moins dire : le peuple a ce qu'il a voulu. La démocratie pratiquée augmente chez tous la conscience des responsabilités et est éducative pour tout le peuple, aussi et précisément dans le cas d'une décision fautive. L'Église a pour devoir de mettre à nu, dans une question aussi déterminante, et à le stigmatiser. Ce n'est que de cette façon-là qu'elle peut désigner les dieux ou puissances du système économique et confesser Dieu, le Seigneur.

– *Deuxièmement*, l'Église a à donner son propre apport au dialogue. Elle ne peut élaborer cet apport qu'au moyen du dialogue. Celui-ci devra être exemplaire, par-delà l'Église elle-même, par l'attention portée à ce que : 1) les informations « techniques » soient, dans toute leur complexité, présentées simplement et de manière communément compréhensible ; 2) les présupposés et les conséquences généraux – ceux qui ont trait à la conception de l'être humain et du monde – des aspects techniques de la question nucléaire soient clarifiés dans le dialogue, et cela sur la base de leur sagesse fondée dans l'expérience ; 3) ces présupposés et ces conséquences une fois dégagés soient examinés quant à leur vérité ou leur mensonge, quant à leur bonté ou leur fausseté, à la volonté révélée de Dieu, dans une vraie quête d'une réponse vraie et donc valable.

Il est clair que ce dialogue ecclésial ne peut s'effectuer que dans une confrontation réciproquement critique et féconde avec le dialogue politique, démocratique.

Présupposés d'une solution autre

– *D'abord : partir de l'état de fait*

Le fait nucléaire existe, aussi chez nous. Fessenheim I et II fonctionnant, d'autres centrales doivent être implantées en amont de l'Alsace, en Alsace et en aval de l'Alsace. Et il en existe tant d'autres ailleurs, en France, en Europe, dans le monde. En tout actuellement plus de 200 réacteurs, de par le monde.

Nous savons qu'il semble difficile d'espérer, dans l'immédiat, l'arrêt des centrales en fonction. Comme il est difficile d'espérer la suppression des armements atomiques. Comme il est vain d'espérer la fin de l'économie du productivisme. Nous précisons dans l'immédiat qu'il faut prendre en compte cet état de fait. Et vivre avec lui. C'est-à-dire qu'il faut vivre dans un monde dangereux et à bien des égards

perverti. Nous appelons à constater d'abord lucidement cet état de fait et à en prendre toute la mesure. Et nous appelons à affronter en soi le désespoir qu'engendre – pour soi-même, pour les autres, pour le monde – cette prise de conscience, à le vivre lucidement, dans l'impuissance, à ne pas l'esquiver ou le fuir par la dépression ou au contraire par l'activisme. Cette situation ainsi endurée pourra alors devenir le lieu d'émergence de ce que la Bible appelle la crainte de Dieu, dont elle dit qu'elle est le commencement de la sagesse ; c'est-à-dire qu'elle pourra devenir l'occasion d'une révolution intérieure mais qui porte en elle le germe d'une révolution universelle, l'occasion d'une nouvelle orientation de la vie fondée sur des valeurs qui n'apparaissent comme valeurs de vie qu'au travers du désespoir, de l'échec, du jugement. Cela commence quand nous découvrons et nous laissons éblouir dans le désespoir par les petits riens qui donnent un sens à la vie (« *small is beautiful* ») : la vie simple, l'amitié, la gratitude, le service... Ainsi peut naître du désespoir un monde nouveau, avec l'espérance d'un monde nouveau. Ainsi peut naître une nouvelle attente, une nouvelle vision des choses, une nouvelle mentalité, une nouvelle volonté.

Changer

On peut changer l'apparence des choses, non les choses elles-mêmes quand elles sont, nous l'avons vu, en fin de compte des puissances. On ne peut changer les choses elles-mêmes qu'en se changeant, qu'en étant soi-même changé. Les puissances ne s'écroulent que le jour où elles n'auront plus de supporters. S'y attaquer de front peut être nécessaire, mais n'est pas suffisant ; il faut les rendre inutiles : alors l'histoire passera à côté d'elles, les ramenant à leur vérité qui est qu'elles sont des idoles créées par des êtres humains idolâtres et vidées de leur substance par des êtres humains en quête des vraies valeurs. Changer les choses, c'est mourir à elles, c'est naître de nouveau, naître nouveau, à une vie dans l'espérance d'un monde nouveau. C'est là la véritable révolution, celle qui passe par le changement de soi-même, et qui alors change aussi les choses autour de soi.

Commencer : l'être humain, la communauté humaine, la région

Il n'y a pas de solution toute faite. Il n'y a qu'un chemin qu'il faut prendre. On n'atteint pas le but sans prendre le chemin. Le chemin ne commence pas ici *ou* là, il commence partout, là où des êtres humains commencent à le prendre. Nous avons déjà dit dans ce qui précède (I^{re} partie), par-delà la critique de l'état de choses actuel, les éléments essentiels d'une solution autre, et avons donné les raisons, les fondements de cette approche constructive. Nous répétons simplement ici les points essentiels de cette approche nouvelle. Elle part de l'être humain, là où il vit, dans un milieu naturel et humain donné. Elle part de la responsabilité de cet être humain, appelé au changement de mentalité qui ne peut commencer que par lui. Elle part de la région, et de la région dans la région, cadre naturel et culturel dans lequel seul une nouvelle communauté humaine, faite de tous ses habitants, anciens et nouveaux, présents et à venir, autochtones et étrangers, peut croître, juste, participatoire et écologiquement responsable, et rayonner de là plus loin. Elle est basée sur la démocratie régionale et elle consiste, au plan de l'économie, à gérer, sous la responsabilité de la région, les ressources régionales, et à tendre vers une autonomie de l'économie régionale. Cela veut dire : à diversifier dans la région les entreprises comme aussi à y utiliser les différentes sources d'énergie régionales. La région ne doit pas être nivelée en une unité uniforme, mais doit être diversifiée en elle-même, à tous points de vue ; c'est là la base de sa stabilité. Par ailleurs, son autonomie économique n'est pas son indépendance, mais au contraire la condition de son plein épanouissement et de sa capacité de solidarité nationale et mondiale.

Fessenheim, ça suffit

Quant aux centrales nucléaires, nous disons : Fessenheim, c'est suffisant sinon déjà trop. Rendons inutiles d'autres centrales, prévues, en commençant par le commencement dont il vient d'être parlé. Rendons inutiles si possible Fessenheim elle-même et d'autres centrales déjà existantes au plan national, en contribuant au changement de mentalité personnel et communautaire et en favorisant la mise en place d'une économie de région et à l'intérieur de celle-ci, de petites régions.

IV. Pas concrets pour aller dans la direction indiquée

Le changement indiqué, dont le fondement est d'ordre spirituel puisqu'il s'agit d'un changement de mentalité, appelle une sensibilisation des esprits, par des pas concrets appropriés. Il est clair que ceux-ci ne relèvent pas seulement de la responsabilité de l'individu, car c'est de tout un changement de société

qu'il y va. Mais les changements nécessaires au niveau général impliquent aussi des changements au niveau individuel, et les uns ne vont pas sans les autres. C'est pourquoi nous nommons aussi bien des pas concrets pour la vie individuelle que pour la vie publique. Nous sommes conscients du fait qu'il s'agit là de premiers pas qui en appellent d'autres, mais les autres ont peu de chance d'intervenir si les premiers pas ne sont pas faits. Nous invitons à faire ces pas tout les êtres humains et d'abord les membres et les communautés de nos Églises.

Voici quelques pas concrets, non limitatifs :

Au plan de la vie privée, du changement personnel :

- apprendre à faire des économies d'énergie dans sa propre maison et à son lieu de travail, par la limitation du chauffage et de l'électricité ;
- limiter l'usage de sa voiture à l'indispensable. Quand c'est possible, lui préférer la marche à pied, le vélo ou les transports en commun ;
- ne pas gaspiller le pain ni les denrées alimentaires ;
- sauter un repas par semaine, par exemple le vendredi soir, ou se contenter d'une soupe ou d'un fruit ou de pain sec ;
- pendant le temps de l'avent et le temps du carême, jeûner (sauf les enfants et les adolescents) jusqu'à un jour par semaine, par exemple le vendredi, en s'abstenant de toute nourriture, à l'exception de l'eau, tout en vaquant à son travail ;
- considérer les problèmes du tiers monde dans tout leur sérieux, s'engager en ce domaine, y compris du point de vue financier, en donnant par exemple régulièrement un certain pourcentage de ses revenus (faim dans le monde) ;
- vivre la convivialité, l'hospitalité ou l'accueil, l'amitié avec les êtres humains, dans les limites de ses moyens.

Se laisser préparer et affermir ainsi dans le changement de mentalité, et laisser en particulier devenir vive en soi la conscience de l'injustice et de la famine dans le monde.

Les vrais changements sont ceux qui se manifestent dans le quotidien et ceux qui, procurant la joie, sont entrepris joyeusement.

Au plan de la vie publique, du changement de société :

Nous distinguons ici entre des mesures de défense visant à réduire les risques déjà pris avec les centrales nucléaires, et des mesures en vue d'une société autre.

Mesures de défense

- appuyer la demande de publication du plan d'urgence (ORSEC) prévu en cas d'accident à Fessenheim, afin de remédier à l'impréparation des populations qui seraient immédiatement touchées et – on doit le craindre – aussi à l'insuffisance des moyens envisagés (comme dans le cas d'accident d'un pétrolier en mer – qu'on pense au plan POLMAR –, d'une inefficacité flagrante en Bretagne lors de l'échouement, à 11 ans d'intervalle, de deux pétroliers, avec chaque fois des conséquences qui prenaient les dimensions d'une catastrophe pour toute une région) ;
- demander, comme cela se fait par exemple en Suisse, la construction d'abris anti-atomiques (contre la radioactivité) dans l'espace qui serait directement atteint en cas d'accident maximal ;
- soutenir la demande d'un moratoire en matière de centrales nucléaires, en particulier à propos de Fessenheim, afin que soient vérifiées, par des instances non gouvernementales et donc indépendantes dans leur jugement, les questions de sécurité des centrales, de leur impact sur l'environnement, de leur coût réel, du stockage des déchets ;
- soutenir la demande d'organisation d'un référendum sur les centrales nucléaires, dont l'objectivité devra être assurée par une instance indépendante du pouvoir et qui veillera à ce que les différentes positions puissent équitablement s'exprimer et le fassent en se situant par rapport à la question de la

juste gestion de cette terre, compte-tenu des limites de celle-ci, du sens de la vie et des générations à naître.

Mesures en vue d'une société autre

- combattre toutes les formes de publicité qui poussent à la consommation d'énergie sans poser la question de la vérité, c'est-à-dire de la légitimité de cette consommation au regard des ressources limitées de la terre et des vrais besoins de l'être humain ;
- demander le développement des transports en commun, dans le but de faire passer au second plan l'utilisation de la voiture individuelle et toute l'industrie automobile, consommatrice d'énergie et d'espace ;
- participer à la vie associative, dans le village, le quartier, la petite et la grande région, lieux de base de la démocratie locale et, partant, de la responsabilité pour une société juste, participatoire et écologique ;
- soutenir à tous les niveaux la régionalisation de la vie publique, également au plan économique ;
- favoriser l'utilisation des sources naturelles inépuisables (énergies douces) solaire, géothermique, sous-produits de la forêt et de la nature, photosynthèse, houille blanche.

* * *

Le champ des engagements individuels et communautaires, ecclésiaux est vaste, dans le domaine qui a été abordé dans ce texte. Malheur à des chrétiens et chrétiennes responsables – qui se disent tels – et à une Église, s'ils ne sont pas des témoins et des acteurs, dans la faillibilité de leur conscience et les limites de leurs possibilités, du royaume de Dieu qui veut être attesté et vécu, dès à présent, dans des signes de vérité et d'amour, des signes d'espérance.

Et heureux ceux et celles qui vivent leur responsabilité et loyauté vis-à-vis de l'État – de l'État atomique – en donnant à César ce qui est à César et à Dieu ce qui est à Dieu, c'est-à-dire qui, interpellés eux-mêmes par la question de Dieu impliquée dans la question nucléaire, interpellent la société et l'État pour les arracher à leurs démons, au nom du Dieu Créateur, Rédempteur et Sanctificateur.